



**PRÉFÈTE
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement*

Montpellier, le 9 mars 2026

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2026-03-DRCL-0097

portant prescriptions complémentaires à l'union de sociétés coopératives agricoles « Union des Distilleries de la Méditerranée », pour son établissement d'Olonzac, relatives au remplacement de la tour aéroréfrigérante

***La préfète de l'Hérault
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite***

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R.181-40, R. 181-45 et R.181-46 relatifs aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n°90-I-0354 du 29/01/1990, n°93-I-2936 du 01/10/1993 et n°2015-I-565 du 24/04/2015 et les récépissés n°07-082 du 27/06/2007, n°09-074 du 22/06/2009, n°10-026 du 24/02/2010, n°16-38B du 29/06/2016, 2021-I-204 du 10 mars 2021, et n°2023-06-DRCL-0304 du 27 juin 2023, réglementant l'exploitation de l'installation ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant en date du 19 février 2024 et complété le 17 mai 2024 ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 18 juin 2024 ;
- VU** la décision du 16 juillet 2024 de non-soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- VU** la consultation électronique du public mise en œuvre du 1^{er} au 16 août 2024 dont la publicité a été réalisée sur le site internet de la préfecture de l'Hérault ;
- VU** l'absence de contribution du public suite à la consultation électronique ;
- VU** la consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 29 août 2024 ;
- VU** l'avis de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 17 septembre 2024 ;

VU le rapport en date du 3 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée consiste à remplacer la tour aéroréfrigérante actuelle par une nouvelle tour plus puissante et performante ;

CONSIDÉRANT que la nouvelle tour permettra de récupérer les condensats d'évaporation afin de les substituer à l'eau de forage actuellement employée ;

CONSIDÉRANT que l'économie de consommation d'eau de forage sera d'environ 20 000 m³/an ;

CONSIDÉRANT que le projet permettra de se dispenser des traitements chimiques actuels sur les eaux de la tour aéroréfrigérante ;

CONSIDÉRANT que le site est déjà soumis à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE,

CONSIDÉRANT que l'ancienne tour aéroréfrigérante avait une puissance de 2791 kW, et que la nouvelle a une puissance de 3440 kW,

CONSIDÉRANT que le seuil de passage au régime d'enregistrement de la rubrique 2921-a, relative au refroidissement évaporatif par dispersion d'eau, est de 3000 kW ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée ne modifie les classements ICPE que pour le régime de la rubrique 2921-a en passant du régime déclaratif à l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'annexe à l'article R.122-2, et après examen au cas-par-cas, la modification sollicitée n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet, situé au cœur du site industriel, n'induit aucune création de bâtiments, ni de consommation d'espaces naturels, ni d'imperméabilisation de surfaces ;

CONSIDÉRANT que les incidences et dangers potentiels du projet sur l'environnement, décrites dans le dossier de demande susvisé, ne sont pas susceptibles d'être significatives ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de l'agence régionale de santé ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas eu de participation durant la consultation électronique du public ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur de la modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, il y a lieu d'actualiser le tableau de classement du site dans la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Hérault ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – objet

L'union de sociétés coopératives agricoles « Union des Distilleries de la Méditerranée », dont le siège social est situé ZI, 431 rue Philippe Lamour, 30600 VAUVERT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées route d'Homps, 30210 OLONZAC (SIRET : 483 405 247 00030) et détaillées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 – Nature et localisation des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 2016-I-1263 du 1er décembre 2016 susvisé est modifié selon les dispositions suivantes pour la rubrique 2921 :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité de l'installation
2921	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère a- La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	Une tour aéroréfrigérante de puissance 3 440 kW

Article 3 – Arrêté ministériel de prescriptions générales

Concernant l'exploitation de la tour aéroréfrigérante décrite à l'article 2, l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique.

Article 4 – Publicité

Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Olonzac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'union de sociétés coopératives agricoles « Union des Distilleries de la Méditerranée ».

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale


Véronique MARTIN SAINT LEON

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr